

abri e d'accueil ?

ve des SDF récalcitrants

bourgmestre, ils font tout de même valoir l'existence d'un libre arbitre. « Certaines personnes préfèrent rester dans la rue, pour des raisons qui leur sont propres », indique Nancy Ferroni, la porte-parole de la Croix-Rouge, qui gère notamment un centre d'accueil à Haren d'une capacité de 300 places - portée à 340 ces derniers jours. Elles gardent évidemment leur libre arbitre, et nous ne pouvons pas les mettre manu militari dans un abri. Il s'agit notamment de couples, qui n'ont pas envie d'être séparés, ou de personnes qui ont un chien, rarement admis dans les abris ».

Au Samusocial, l'ASBL qui gère le plan hiver pour la Région bruxelloise, la reconnaissance de

cette liberté individuelle s'impose de la même manière : « Nous n'avons pas le pouvoir de contraindre les gens », affirme Christophe Thielens. Notre travail repose sur la confiance. On essaie de les encourager à se mettre à l'abri. Ceux qui sont réticents, souvent, il s'agit de personnes désocialisées qui préfèrent rester seules et "libres". Souvent aussi, ce sont des personnes qui ne veulent pas partager des règles collectives (on ne peut pas fumer et boire dans les centres d'accueil) et il n'y a pas de chambres individuelles, ce n'est pas possible. S'ils ne veulent pas venir, on les équipe autant que possible en couvertures etc. Mais quand il y a vraiment un risque, on leur dit qu'on va les signaler à la

police. C'est vraiment en dernier recours, et très rare en fait. »

Le Front commun des SDF, plateforme de plusieurs associations d'anciens et d'actuels sans-abri, a également réagi lundi pour défendre la liberté individuelle de chacun et dénoncer une ordonnance de police qui « cache mal le souci d'un bourgmestre de se protéger lui-même » : « Il ne cherche pas à défendre les SDF, mais à se protéger lui-même en cas d'overdose ou de crise cardiaque chez un SDF », indique Jean Peeters, le secrétaire du Front. Pour le reste, je crois que les sans-abri sont tout à fait capables d'estimer ce qui est le mieux pour eux. » ■

CORENTIN DI PRIMA
MATHIEU COLINET



Londres et a débarqué à Haren il y a quatre jours. « C'est pas l'hôtel, mais ça va. C'est un dépannage, en urgence, quoi. C'était ça ou la rue. Le centre, ça me permet de me relancer. » « Ici, c'est un reflet de la société », conclut Freddy Simon. Enfin, d'une certaine société, en marge. Celle que d'habitude, on préfère cacher. » ■

ELODIE BLOGIE

l'expert « Un Etat doit pouvoir être bienveillant »

ENTRETIEN

Mark Hunyadi est depuis 2007 professeur de philosophie sociale, morale et politique à l'UCL. Ses travaux s'orientent dans la double direction de la philosophie morale fondamentale et de la philosophie appliquée.

Il estime que pour l'Etat, il vaut mieux avoir à s'excuser d'un comportement paternaliste que d'une attitude trop tiède.

Entre la liberté individuelle revendiquée par les sans-abri et l'obligation invoquée par le bourgmestre d'Etterbeek de leur venir en aide vu le froid, où placez-vous le curseur ?

Il faut prendre, je crois, un peu de hauteur. Nous sommes dans un Etat-providence. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie qu'il doit assurer à chacun un palier minimal de biens. Mais dans le cas qui nous occupe, l'Etat agit moins, il me semble, comme Etat-providence que comme un Etat bienveillant. Ce qui est en jeu, évidemment, c'est l'accusation de non-assistance à personne en danger.

Qu'un bourgmestre veuille s'en défendre me semble tout à fait plaidable. A-t-il pour autant été jusqu'au paternalisme, notion qui est contraire à notre système, puisque chacun est censé « se débrouiller » à partir des ressources qu'on lui donne ? Dans le cas qui nous occupe, je crois qu'il vaut mieux avoir à s'excuser d'avoir été trop paternaliste, d'avoir sauvé des gens contre leur gré même, que d'avoir à s'excuser d'avoir été trop tiède et d'avoir laissé mourir des gens en rue.



Mark Hunyadi, professeur à l'UCL. © D.R.

Au fond, cet exemple montre qu'un Etat n'a pas, selon moi, qu'à assurer les libertés individuelles, il doit aussi parfois être « bienveillant ». C'est vrai pour cet exemple, c'est vrai aussi sur la question des migrants.

Les sans-abri qui refuseraient d'intégrer les structures seraient parfois victimes d'addictions ou de problèmes de santé mentale après un long parcours en rue. Est-ce à prendre en compte pour juger de leur liberté individuelle à rester en rue malgré le froid des derniers jours ?

C'est une question difficile. Mais en l'occurrence, je crois que rester en rue les expose à la mort, à un danger de mort. Et qu'ils ne sont pas peut-être, vu leurs problèmes, les meilleurs juges de la situation. Dans ce cas-là, peut-être qu'une certaine dose de paternalisme peut s'entendre. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

La distribution des repas bat son plein, au centre d'accueil Croix-Rouge de Haren. Près de 340 personnes y sont hébergées. Cinquante nouveaux lits sont prêts, mais la Croix-Rouge attend les autorisations...

© PIERRE-YVES THIENPONT.

#alternatives



Jean-François Kahn Journaliste et essayiste

Laurent Wauquiez, un Trump français ?



Les propos (en « off » mais rendus publics) tenus par le président des Républicains devant un parterre d'étudiants d'une école de commerce lyonnaise révèlent une personnalité troublante, prête à affirmer tout et son contraire. © REUTERS.

Pour ceux qui l'ignoraient en Belgique, Laurent Wauquiez est le nouveau chef de la droite française.

Un Trump version hexagonale, clament ses contempteurs. Ce qui est pour le moins paradoxal. Car pourquoi l'affublent-ils soudain de cette étiquette ? Parce que le bonhomme, invité à donner un cours (apolitique était-il précisé) à des étudiants triés sur le volet d'une école de commerce lyonnaise, leur a tenu très exactement ce propos : « Je veux être assuré que tout ce que je vais vous dire ne sortira pas d'ici, sans quoi je ne vous débiterais que des conneries et des balivernes, comme je le fais sur les plateaux télé. »

En d'autres termes : d'ordinaire je ne dis nullement ce que je pense, mais si vous me promettez la confidentialité, je suis prêt à faire une exception.

L'anti-Trump en somme, plutôt la version ultra-droitière d'une super Hillary Clinton.

D'ailleurs, contrairement à Donald Trump, ce que dit aujourd'hui Laurent Wauquiez est très exactement l'inverse de ce qu'il disait hier. Hier, il se déchaînait contre l'impôt sur la fortune, cette aberration. Emmanuel Macron l'escamote et comment réagit-il : il dénonce ce scandaleux cadeau fait aux riches.

Cynisme politicien

Hier, il dénonçait l'archétype de l'assistant honni que représentaient les emplois aidés. Aujourd'hui, il stigmatise furieusement le fait qu'on en ait réduit le nombre.

Hier, il accusait les collectivités locales d'être trop dépensières. Aujourd'hui, il considère que la moindre obligation de réduire ces dépenses constitue un casus belli.

Hier, pour réduire le déficit public, il exigeait des économies sur les dépenses sociales. Aujourd'hui, il dénonce violemment le fait qu'on ait raboté de 5 euros l'aide personnalisée au logement (APL).

Hier, il préconisait une réduction du mille-feuille territorial (c'était même une revendication répétée en boucle) et un allègement du nombre des parlementaires. Aujourd'hui, supprimer un seul département, un seul député, un seul sénateur est devenu, dans sa bouche, un crime contre la démocratie.

Une telle rupture systématique d'avec soi-même mériterait de figurer dans toutes les anthologies du cynisme politique.

Donc, devant les étudiants, convaincu que cela resterait « entre soi », Laurent

Wauquiez s'est lâché. Et que leur a-t-il confié à ces jeunes pousses ? D'abord que Nicolas Sarkozy était un dangereux paranoïaque, un mixte de Néron et de Caligula en quelque sorte, qu'il faisait espionner ses ministres dans le but de connaître le moindre contenu de leurs e-mails ou de leurs textos.

Il s'est ensuite excusé auprès de l'ex-chef de l'Etat. Donc c'était faux ? Donc il l'avait inventé ? Donc il est capable d'inventer ça ? Et s'il peut, sans sourciller, porter une telle accusation contre Sarkozy, dont il fut ministre, imaginez alors contre Macron qu'il a, au demeurant, déjà traité de « taré » et de « mauvais Français ».

Sans complexes et sans scrupules

Qu'a-t-il lâché encore ? Que les principaux dirigeants de son parti (LR) avaient à se reprocher des violences sexuelles, qu'ils redoutaient que ça sorte, et qu'il le lisait dans leur regard ; que l'ex-ministre sarkozyste des Universités, Valérie Pécresse, avait, à ce poste, accumulé les conneries ; qu'Alain Juppé était un « failli » qui avait « cramé la caisse » de sa bonne ville de Bordeaux, ce qui est d'autant plus délicieux que, comme bras droit, il a choisi la maîtresse adjointe, donc co-faillie, de cette même ville.

Mais, surtout, assuré croyait-il, que ses propos ne seraient pas rendus publics, qu'est-ce que Laurent Wauquiez a asséné à son public étudiant ? Que la France, telle que l'avait façonnée les institutions de la V^e République, était, en fait, une « dictature totale » (vous avez bien lu « totale »).

Jusqu'ici, au moins à droite, ces institutions étaient sacrées, il ne fallait pas y toucher, on devait se prosterner devant elles. Et, soudain, cet ahurissant jugement, délire ou aveu : elles ont fait de la France une dictature totale. Macron c'est Pinochet et Jacques Chirac c'était Franco.

Au fou ? Duplice ?

Qu'on ne s'y trompe pas.

Parce qu'il est sans complexes, sans scrupules, que rien ne l'arrête et qu'il est prêt, donc, à reprendre à son compte tout, absolument tout ce qu'une majorité de Français est disposée à entendre, ou a même envie d'entendre, des chansons d'extrême droite comme des refrains d'extrême gauche, l'antilibéralisme comme l'anti-étatisme, l'euro-scepticisme comme le rejet de l'immigration, il peut, demain, l'emporter et devenir effectivement, mais en plus dissimulé, un Trump à la française. ■